

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
ISSOUFOU MAHAMADOU,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER
A L'OCCASION DE LA CONFERENCE AU SOMMET
DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT**

NIAMEY, LE 17 DECEMBRE 2012

**Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général de la Francophonie,
Monsieur le Secrétaire Exécutif du Conseil de l'Entente,
Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatiques,
Et Représentants des Organisations Internationales,
Madame la Gouverneure de Niamey,
Honorables Chefs Traditionnels et Religieux,
Mesdames et Messieurs,**

Le peuple Nigérien, par ma voix, souhaite aux Chefs d'Etat et de Gouvernement, ainsi qu'à leurs délégations, la très chaleureuse et fraternelle bienvenue au Niger.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour les remercier d'avoir choisi Niamey pour abriter le tout premier Sommet du Conseil de l'Entente rénové et dire combien je leur sais gré de cette marque de sollicitude et de confiance.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le présent Sommet se tient à la veille du 54^{ème} anniversaire de la proclamation de la République du Niger, le 18 septembre 1958. Permettez-moi d'avoir une pensée pour le Président Diori Hamani qui en était un des artisans et qui était aussi un des membres fondateurs du Conseil de l'Entente, le 29 mai 1959. Je suis fier de poursuivre son œuvre comme je suis fier de poursuivre l'œuvre du Président Hubert Maga avec mon frère Yayi Boni, celle du Président Maurice Yaméogo avec mon frère Blaise Compaoré, celle du

Président Félix Houphouët-Boigny avec mon frère Alassane Ouattara et celle du Président Gnassingbé Eyadéma, dont le pays a rejoint le Conseil de l'Entente en 1966, avec mon frère Faure Gnassingbé. Je souhaite, à l'avenir, que soient davantage associés, à cette œuvre, nos frères de Guinée et du Mali qui ont pour l'instant un statut d'observateurs au sein de l'Institution d'intégration sous-régionale la plus ancienne de notre continent.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Avec plus de deux millions de kilomètres carrés et plus de 68 millions d'habitants, l'espace que constituent les pays membres du Conseil de l'Entente est économiquement viable. Les pays, qui le composent, disposent, en effet, d'immenses ressources naturelles allant de l'uranium au pétrole en passant par l'or, le manganèse, le fer, les phosphates, le charbon, le ciment, l'eau, les ressources agro-pastorales et halieutiques etc. le capital humain et les ressources naturelles dont regorge cet espace, mobilisés et développés de manière intégrée, dans la paix, la liberté et la sécurité, peuvent faire de notre sous-région une des plus prospères au monde. Cette perspective peut justifier, à elle seule, la décision prise. Il y a un an, le 05 décembre 2011 à Cotonou, par notre Conférence de sortir notre Organisation de sa léthargie et d'en faire un précieux instrument de concertation politique et de coopération économique, en harmonie avec les autres organisations sous-régionales, notamment l'UEMOA et la CEDEAO. Plus précisément, paraît évidente à tous, la nécessité de mettre un accent particulier sur le développement des infrastructures pour exploiter l'immense potentiel de notre sous région. Ici, permettez-moi d'insister sur l'urgence de la réalisation des infrastructures ferroviaire notamment celle de la boucle ferroviaire Parakou-Dosso-Niamey-Téra-Kaya.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le Niger mettra tout en œuvre pour contribuer à la mise en œuvre de la réforme engagée à Cotonou. Du reste, toutes les mutations qu'il connaît aujourd'hui y concourent, à travers la mise en œuvre du programme de renaissance qui met un accent particulier sur la recherche de la sécurité et de la paix, notamment dans la zone sahélo-saharienne, sur la promotion d'institutions démocratiques fortes et stables, sur l'initiative « 3 N », « les Nigériens Nourrissent les Nigériens », sur les infrastructures, notamment ferroviaire et énergétique, sur le développement urbain avec en particulier le programme « Niamey Gnala » ou « Niamey la Coquette », sur l'éducation, la santé, l'accès à l'eau et l'emploi. Dans tous ces domaines des succès importants sont enregistrés permettant notamment au Niger d'être classés parmi le pays où la liberté de la presse est la mieux respectée, où la corruption régresse, où la sécheresse n'est plus synonyme de famine et enfin où un taux de croissance économique à deux chiffres classe son économie parmi les plus dynamiques du monde. Les résultats obtenus à l'occasion de la récente table ronde sur le financement de notre Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, le taux de remplissage de nos hôtels, le trafic passagers avion en hausse à destination de Niamey sont autant de signes de la restauration de la crédibilité du pays et du retour de la confiance en l'avenir.

Excellences Mesdames et Messieurs,

L'attachement, des Pères Fondateurs du Conseil de l'Entente, à la paix et à la sécurité, est bien connu. Or notre sous-région est soumise, présentement, à de graves menaces, des menaces sans précédent dans son histoire, par leur variété et leur combinaison : terrorisme, crime organisé, irrédentisme s'imbriquent pour créer une situation explosive qui n'épargnera, à terme, aucun de nos pays. Pour l'instant les effets de ces menaces ne sont visibles qu'au Mali où elles ont créé les conditions de la remise en cause de la démocratie et de l'unité du pays ainsi que celles de la remise en cause du caractère laïc

de l'Etat. Permettez-moi de saluer les solutions envisagées par la CEDEAO et par l'Union Africaine respectivement sous la direction des Présidents Alassane Ouattara et Yayi Boni. Ces solutions consistent à garder deux fers au feu : négocier avec ceux des mouvements armés qui acceptent l'existence d'un Mali démocratique, uni et laïc et préparer le recours à la force contre le terrorisme et le crime organisé. Je salue ici les efforts de médiation menée par le Président Blaise Compaoré dont la grande expérience est connue de tous. Je salue aussi la contribution du Président Faure Gnassingbé dont le pays est actuellement membre du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Je fonde l'espoir que les Institutions de la transition malienne retrouveront la cohésion et la force nécessaires à la libération du nord du Mali pour créer ainsi les conditions d'organisation d'élections libres et transparentes dans les meilleurs délais. Je renouvelle, ici, notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il autorise, le plus rapidement possible, l'envoi d'une force internationale pour aider à la libération du nord Mali dont les populations sont actuellement dans une immense détresse.

Excellence Mesdames et Messieurs,

Je ne peux, avant de terminer la présente allocution, ne pas me rappeler cette journée du 11 janvier 1997 où j'ai été arrêté avec d'autres responsables de l'opposition de l'époque, puis déporté à Ekrafane, à la frontière avec le Mali, avant d'être emprisonné à Ouallam. Nous fûmes libérés le 23 janvier sur l'intervention des Chefs d'Etat des pays membres du Conseil de l'Entente, tout particulièrement celle des Présidents Gnassingbé Eyadema, Mathieu Kérékou et Blaise Compaoré. L'intervention du Conseil de l'Entente dans le règlement de la crise politique que traversait le Niger avait contribué à faire baisser les tensions. Donc, on voit bien que j'ai des raisons à la fois objectives et subjectives d'être attaché à notre Institution commune dont la solidarité est une des raisons fondamentales de la création, ce qui avait fait dire au Président Félix Houphouët-Boigny, parlant du Fonds de Solidarité : « ce »fonds de solidarité » qui serait composé d'une contribution de chaque Etat, (un dixième des recettes de son budget par exemple),

servirait à aider les Etats dans une mesure inversement proportionnelle à leur contribution. En un mot, c'est l'Etat qui verserait le moins qui obtiendrait le plus ».

Je suis certain que cet esprit de solidarité, cher aux Pères Fondateurs, dominera nos travaux auxquels je souhaite pleins succès. Je souhaite, bien sûr, un bon séjour au Niger à tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi qu'aux membres de leurs délégations.

Je vous remercie.

